

Récession : quelles seront les conséquences de cette chute historique du PIB ?

Un effondrement sans équivalent. Depuis que l'Institut national des statistiques (Insee) mesure l'activité économique de la France, jamais l'économie nationale n'avait connu un tel plongeon. Au deuxième trimestre 2020, le produit intérieur brut (PIB) a chuté de 13,8 %, après une baisse de 5,9 % au premier trimestre. Avec l'arrêt des activités et le confinement, la France s'enfonce dans la récession.

Ces résultats ne sont pas que des chiffres : une récession s'accompagne de conséquences pour les ménages, les entreprises et les finances publiques.

La récession économique a, évidemment, un impact sur l'emploi : au deuxième trimestre, le nombre d'inscrits à Pôle emploi a bondi, avec 815 000 chômeurs supplémentaires.

Emmanuel Macron a de son côté annoncé que près de 800 000 à 1 million de nouveaux chômeurs pointeront à Pôle emploi à l'horizon 2021. [...]

Et pour cause, avec le confinement, les sociétés ont été soumises à un stress économique important. « De bonnes entreprises structurellement performantes sont amenées à disparaître, alors que les politiques de soutien du gouvernement ont parfois conduit à soutenir des entreprises zombies, dont la productivité baisse mais qui ne font pas faillite », souligne Gilbert Cette.

Impôt sur les sociétés, TVA, impôt sur le revenu... Le ralentissement de l'activité économique va grever les recettes fiscales de l'Etat et creuser le déficit public. « Une croissance négative durant deux trimestres implique nécessairement une perte sèche de recettes pour l'Etat. [...]

Par ailleurs, l'Etat a fait un choix de solidarité en dépensant des dizaines de milliards d'euros pour financer le chômage partiel et sauvegarder un maximum d'emplois durant le confinement. Un choix qui a un coût : le poids de la dette, qui frôlait déjà les 100 % du PIB avant la crise sanitaire, va exploser, à plus de 112 % à la fin de l'année, selon des estimations du gouvernement.

Si le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, avait prévenu début mai « qu'il faudra payer la dette », il s'était prononcé clairement contre toute augmentation des impôts : « Nous relancerons l'économie française par la croissance et par le retour de l'activité.

L'augmentation des impôts et des taxes, c'est la solution de facilité ».

[...] Selon l'Insee, la part des Français qui estime qu'il est opportun de mettre son argent de côté augmente pour le troisième mois consécutif : l'épargne est désormais estimée à 80 milliards d'euros et pourrait atteindre les 100 milliards à la fin 2020. « Les ménages veulent avoir un bas de laine en cas de nouveau coup dur », décrypte Gilbert Cette. [...] Selon Gilbert Cette, les Français recommenceront à consommer et investir, et contribueront donc à créer de la croissance si trois paramètres sont réunis : un risque sanitaire diminué, un marché du travail ayant retrouvé de la stabilité, et si aucune nouvelle taxe ou augmentation d'impôt n'est mise en place par l'Etat pour compenser les effets de la crise.

Q.1. On pourra dire selon ces chiffres qu'au 2^{ème} trimestre le PIB a ...

1. ... plus diminué

2. ... diminué plus rapidement

3. Réponses 1. et 2.

→ Le taux de variation est un indicateur de rythme...

Q.2. D'après les données chiffrées quelle pourrait être une définition de la récession ?

→ Une récession est une baisse du PIB durant plusieurs trimestres (deux consécutifs exactement). (Mais c'est aussi un ralentissement de l'activité productive en tendance sur le moyen-long terme voir Q.4)

Q.3. En quoi cette phrase soulignée constitue-t-elle une annonce de plan ? Combien de §. devraient suivre ? Quels en seront les thèmes ? Repérez-les... et critiquez si nécessaire à partir de l'article complet ci-dessous

→ On devrait retrouver 3 §. Le premier consacré aux conséquences de la récession pour les ménages, le second pour les entreprises et le dernier pour les finances publiques. (Cf. article restructuré p.3 ci-dessous)

Q.4. En quoi l'idée de ralentissement de l'activité est-elle en contradiction avec les chiffres du 1^{er} §. ? Expliquez ce passage consacré aux recettes fiscales.

→ Il y a une contradiction dans la lecture statistique et la définition retenue de la récession car un ralentissement n'est pas une baisse ou une baisse du taux de croissance donc de l'outil statistique (s'il reste positif) n'est pas forcément une baisse de l'objet d'étude (ici le PIB). Mais une baisse du PIB sur deux trimestres consécutifs peut bien participer à un ralentissement sur une période plus longue où le PIB augmenterait de moins en moins vite en tendance.

Quant à l'impact sur les recettes publiques il faut raisonner à partir de l'approche du PIB comme ensemble des revenus (travail et capital) des agents résidents. Si le PIB recule ou ralentit alors les revenus des résidents subissent logiquement la même évolution. Si le taux de prélèvements obligatoires est stable alors les recettes fiscales vont logiquement suivre la même tendance puisqu'elles pèsent sur la VA (TVA) et les revenus (cotisations sociales et impôts).

Récession :

quelles seront les conséquences de cette chute historique du PIB ?

Un effondrement sans équivalent. Depuis que l'Institut national des statistiques (Insee) mesure l'activité économique de la France, jamais l'économie nationale n'avait connu un tel plongeon. Au deuxième trimestre 2020, le produit intérieur brut (PIB) a chuté de 13,8 %, après une baisse de 5,9 % au premier trimestre. Avec l'arrêt des activités et le confinement, la France s'enfonce dans la récession.

Ces résultats ne sont pas que des chiffres : une récession s'accompagne de conséquences pour les ménages, les entreprises et les finances publiques.

La récession économique a, évidemment, un impact sur l'emploi : au deuxième trimestre, le nombre d'inscrits à Pôle emploi a bondi, avec 815 000 chômeurs supplémentaires. Emmanuel Macron a de son côté annoncé que près de 800 000 à 1 million de nouveaux chômeurs pointeront à Pôle emploi à l'horizon 2021. [...]

Et pour cause, avec le confinement, les sociétés ont été soumises à un stress économique important. « De bonnes entreprises structurellement performantes sont amenées à disparaître, alors que les politiques de soutien du gouvernement ont parfois conduit à soutenir des entreprises zombies, dont la productivité baisse mais qui ne font pas faillite », souligne Gilbert Cette.

Impôt sur les sociétés, TVA, impôt sur le revenu... Le ralentissement de l'activité économique va grever les recettes fiscales de l'Etat et creuser le déficit public. « Une croissance négative durant deux trimestres implique nécessairement une perte sèche de recettes pour l'Etat. [...]

Par ailleurs, l'Etat a fait un choix de solidarité en dépensant des dizaines de milliards d'euros pour financer le chômage partiel et sauvegarder un maximum d'emplois durant le confinement. Un choix qui a un coût : le poids de la dette, qui frôlait déjà les 100 % du PIB avant la crise sanitaire, va exploser, à plus de 112 % à la fin de l'année, selon des estimations du gouvernement.

Si le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, avait prévenu début mai « qu'il faudra payer la dette », il s'était prononcé clairement contre toute augmentation des impôts : « Nous relancerons l'économie française par la croissance et par le retour de l'activité. L'augmentation des impôts et des taxes, c'est la solution de facilité ».

[...] Selon l'Insee, la part des Français qui estime qu'il est opportun de mettre son argent de côté augmente pour le troisième mois consécutif : l'épargne est désormais estimée à 80 milliards d'euros et pourrait atteindre les 100 milliards à la fin 2020. « Les ménages veulent avoir un bas de laine en cas de nouveau coup dur », décrypte Gilbert Cette. [...] Selon Gilbert Cette, les Français recommenceront à consommer et investir, et contribueront donc à créer de la croissance si trois paramètres sont réunis : un risque sanitaire diminué, un marché du travail ayant retrouvé de la stabilité, et si aucune nouvelle taxe ou augmentation d'impôt n'est mise en place par l'Etat pour compenser les effets de la crise.

Par Théo Hesnard – Le Parisien - 31 juillet 2020

Q.5. A la suite de la crise sanitaire, on dira que la dette publique en % du PIB a...

- 1... plus augmenté
2. ... plus rapidement augmenté
3. Ni 1. Ni 2.

→ Une proportion n'est ni un indicateur de niveau ni un indicateur de rythme...

Q.6. D'après le ministre de l'Économie la priorité c'est...

1. ...de réduire la dette
2. ... de redynamiser le PIB
3. Réponses 1. et 2.

→ « ...il faudra payer la dette »

→ « Nous relancerons l'économie française par la croissance... »

Q.7. Quelles sont les deux utilisations qu'un ménage peut faire de son revenu disponible ? Pourquoi peut-on parler ici d'épargne de précaution ? Dans quel(s) cas un ménage investit ? Quel est le secteur institutionnel qui est le principal investisseur ?

→ Un ménage dispose de son revenu en consommant et en épargnant la partie non consommée de son revenu. Dans la conjoncture de l'année 2020, les ménages se portent davantage sur l'épargne par crainte de la maladie, du risque de licenciement ou de l'absence de perspectives de hausses de salaire ou encore d'anticipation de revenus nets réduits par la hausse de la fiscalité. Ces craintes poussent les ménages à des anticipations de gestion en défaveur de la consommation pour préserver leurs revenus futurs : ils sont plus précautionneux et on peut donc parler d'épargne de précaution. L'épargne des ménages est en général utilisée pour l'acquisition de logements neufs. Dans le cas de l'entreprise individuelle, la FBCF du ménage prend aussi la forme classique de l'acquisition de biens d'équipement (capital fixe). Cette FBCF est davantage le fait des entreprises et en particulier des SNF dont la fonction principale est de produire des biens et services marchands.

Corrigé - Implication T1 S3 - Terminales / PIB / Conjoncture / (+ méthodologie)

Récession : quelles seront les conséquences de cette chute historique du PIB ? Avec l'effet du confinement, l'économie française enregistre une baisse de 13,8 % de son produit intérieur brut, du jamais-vu. Un plongeon qui aura un impact pour les ménages, l'Etat et les entreprises.

Un effondrement sans équivalent. Depuis que l'Institut national des statistiques (Insee) mesure l'activité économique de la France, jamais l'économie nationale n'avait connu un tel plongeon. Au deuxième trimestre 2020, le produit intérieur brut (PIB) a chuté de 13,8 %, après une baisse de 5,9 % au premier trimestre. Avec l'arrêt des activités et le confinement, la France s'enfonce dans la récession.

Ces résultats ne sont pas que des chiffres : une récession s'accompagne de conséquences pour les ménages, les entreprises et les finances publiques.

La récession économique a, évidemment, un impact sur l'emploi : au deuxième trimestre, le nombre d'inscrits à Pôle emploi a bondi, avec 815 000 chômeurs supplémentaires. Emmanuel Macron a de son côté annoncé que près de 800 000 à 1 million de nouveaux chômeurs pointeront à Pôle emploi à l'horizon 2021.

« La première vague de chômage a conduit à la non-reconduction de milliers d'emplois temporaires tels que les CDD et les contrats d'intérim, explique Gilbert Cette, professeur d'économie à l'université d'Aix-Marseille. Les 800 000 jeunes diplômés qui arrivent sur le marché de l'emploi en septembre vont avoir du mal à trouver un travail, et plusieurs entreprises risquent de faire faillite d'ici la fin de l'année. »

Et pour cause, avec le confinement, les sociétés ont été soumises à un stress économique important. « De bonnes entreprises structurellement performantes sont amenées à disparaître, alors que les politiques de soutien du gouvernement ont parfois conduit à soutenir des entreprises *zombies*, dont la productivité baisse mais qui ne font pas faillite », souligne Gilbert Cette.

Impôt sur les sociétés, TVA, impôt sur le revenu... Le ralentissement de l'activité économique va grever les recettes fiscales de l'Etat et creuser le déficit public. « Une croissance négative durant deux trimestres implique nécessairement une perte sèche de recettes pour l'Etat. Même si on rattrapait le niveau de PIB atteint avant le début du confinement, cela ne compenserait pas la baisse des taxes et prélèvements qui ne sont pas rentrés dans les caisses de l'Etat durant le confinement », note le professeur d'économie.

Par ailleurs, l'Etat a fait un choix de solidarité en dépensant des dizaines de milliards d'euros pour financer le chômage partiel et sauvegarder un maximum d'emplois durant le confinement. Un choix qui a un coût : le poids de la dette, qui frôlait déjà les 100 % du PIB avant la crise sanitaire, va exploser, à plus de 112 % à la fin de l'année, selon des estimations du gouvernement.

Si le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, avait prévenu début mai « qu'il faudra payer la dette », il s'était prononcé clairement contre toute augmentation des impôts : « Nous relancerons l'économie française par la croissance et par le retour de l'activité.

L'augmentation des impôts et des taxes, c'est la solution de facilité ».

Cela dépendra en grande partie de la confiance des citoyens en une sortie de crise. Selon l'Insee, la part des Français qui estime qu'il est opportun de mettre son argent de côté augmente pour le troisième mois consécutif : l'épargne est désormais estimée à 80 milliards d'euros et pourrait atteindre les 100 milliards à la fin 2020. « Les ménages veulent avoir un bas de laine en cas de nouveau coup dur », décrypte Gilbert Cette.

Petite note d'optimisme dans ce tableau morose, la consommation des ménages en juin a été plus forte qu'avant la crise, selon une note publiée ce vendredi par l'Insee. Elle est, en effet, supérieure de 2,3 % à celle de février. Sur l'ensemble du deuxième trimestre 2020, toutefois, la consommation des ménages en biens baisse très nettement (-7,1 %) après une autre dégringolade au premier trimestre (-6,8 %).

Selon Gilbert Cette, les Français recommenceront à consommer et investir, et contribueront donc à créer de la croissance si trois paramètres sont réunis : un risque sanitaire diminué, un marché du travail ayant retrouvé de la stabilité, et si aucune nouvelle taxe ou augmentation d'impôt n'est mise en place par l'Etat pour compenser les effets de la crise.

Article structuré comme une EC3

Accroche : contextualisation et chiffres révélateurs sur le thème « montrez les conséquences d'une récession »
+ Annonce du « plan » ou fil conducteur de l'article

1^{er} § les conséquences d'une récession ... sur les ménages avec hausse du chômage et difficultés d'entrer sur le marché du travail

2^{ème} § les conséquences d'une récession ... sur les entreprises

3^{ème} § les conséquences d'une récession ... sur l'Etat et les finances publiques

Fin de l'article ? NON ! Peut-on considérer les 3 derniers §. comme une conclusion ?
→ Proposition d'un 4^{ème} paragraphe qui devrait alors être annoncé...
4^{ème} §. les conséquences d'une récession ... incertaine selon l'attitude des ménages

Enseignement (conclusion) : une récession qui touche tous principaux secteurs institutionnels résidents et qui montre leur interdépendance dans l'entrée en récession mais aussi quant aux conditions pour en sortir !